

CONSTANTINE

Le conseil de wilaya fait son propre procès

Le conseil de wilaya, qui s'est tenu hier au siège du cabinet du wali de Constantine pour débattre de la situation des chantiers liés aux infrastructures scolaires, s'est assigné l'objectif d'éviter le fiasco de la précédente rentrée qui a vu d'importants retards dans leur réalisation.

Celles de la nouvelle ville Ali-Mendjeli ou encore des zones en périphérie de la ville comme Chaâbet Ersas ou Békira, pour ne citer que les plus significatives en matière de retard, ont été pour le wali un non-sens au regard des explications fournies par le directeur des équipements publics, Mourad Benhacine qui ne savait où se donner de la tête pour expliquer l'inexplicable. Les lenteurs administratives demeurent pour le DEP, un véritable rempart pour mener à bien les nombreux projets inscrits dans ce secteur : «Nous éprouvons beaucoup de difficultés, notamment dans des documents qui peinent à être délivrés comme les visas du contrôleur financier, d'où des retards considérables pour certaines entreprises à démarrer leurs chantiers.» Réponse immédiate du wali qui reconnaît une certaine lenteur administrative : «Il y a aussi cette complaisance de certains maîtres d'ouvrages à accorder plusieurs projets à des entreprises ou des bureaux d'études simultanément, alors qu'ils savent pertinemment que leurs capacités sont extrêmement limitées et c'est à ce titre que je demande expressément de ne plus accorder de projets aux entreprises qui ne peuvent assurer le suivi de ces mêmes projets, plus encore, je demande aux responsables locaux, APC et daïra de déléguer un agent pour suivre tous les pro-

jets relevant de leur circonscriptions». L'autre fait saillant de ce conseil de wilaya avait trait à la dénomination des rues de Ali-Mendjeli, un problème de taille qui se pose pour toutes les nouvelles cités.

Une commission est à pied d'œuvre pour proposer des noms de chouhada, sauf que dans ce cas, les responsables ont omis que des spécialistes en onomastique, science qui étudie la toponymie des personnes et des lieux, se trouvent à Constantine et qu'à ce titre, leur contribution devrait être appréciable pour une meilleure prise en charge du problème. Sur un autre registre, une lecture de la situation, au demeurant alarmante pour les deux plus grandes communes de la wilaya et leurs lots de problèmes a été faite lors de ce conseil.

El Khroub

Avec une superficie de plus de 245 km², cette commune englobe deux autres grandes villes, plus importantes que le chef-lieu de daïra, Ali-Mendjeli et Aïn Nahas, voire la nouvelle ville Massinissa également. Tous les efforts déployés par la commune se révèlent vains, selon le P/APC, Abdelhamid Aberkane qui ajoute : «Nous avons tous les marqueurs d'anarchie qui caractérisent El Khroub, le marché à bestiaux qui devient un véritable problème pour le tissu urbain de la

ville, avec tous les désagréments qu'il génère, la situation chaotique de la commune de Guettar El Aïch avec le désordre généré par toutes ces constructions illicites et les agressions environnementales comme dégâts collatéraux.» Plus loin encore, le P/APC dénonce la baisse des ressources financières de la commune à cause de la loi de finances de 2015 qui a divisé par deux la taxe sur l'activité commerciale, un manque à gagner qui pénalise lourdement plusieurs communes. Sur ce registre, le directeur des impôts, conscient de cet état de fait, rebondit et lance un appel pressant à tous les responsables pour prendre en charge un problème crucial «récolter l'impôt où qu'il se trouve», le wali renchérit en disant : «Cela doit être une opération qui doit être menée dans les meilleurs délais, surtout que cette dernière va éradiquer un phénomène récurrent et grave, l'informel qui pénalise toutes les bonnes volontés du pays.» Concernant le marché à bestiaux et l'abattoir, le P/APC s'offusque de la lenteur administrative, notamment des services agricoles qui peinent à prendre une décision. Pour le marché à bestiaux, bien qu'il constitue un patrimoine de la ville d'El Khroub, il est devenu, avec ses six hectares, après plus d'un siècle, un véritable point noir et la proposition de le délocaliser au niveau d'El Baâraoui, tout près de la ferme pilote, est sans réponse à ce jour, prétextant pour ces mêmes responsables un avis défavorable injustifié.

Selon le P/APC, «c'est un espace qui convient au mieux à cette opération d'autant plus que nous n'avons qu'à construire une clôture et permettre aux maquignons de commercer en toute quiétude». Pour l'abattoir de la commune, ce dernier, selon les dires du maire, «ne répond plus aux normes requises de la réglementation en vigueur, c'est même un danger et sa fermeture, proposée depuis des lustres reste sans suite et pour cause ; l'abattoir de Constantine qui est à son tour fermé pour travaux. Une situation pour le moins inextricable, car il est impensable que la wilaya, à vocation agropastorale, ne jouit pas d'un abattoir normalisé, alors que plusieurs propositions d'investisseurs restent dans les tiroirs de l'administration».

Constantine

La commune qui a vu l'entrée d'une nouvelle équipe d'élus le 22 novembre 2015, a, selon le nouveau P/APC, Mohamed Righa, hérité d'un passif si lourd que l'ordre des priorités demeure difficile à cerner, tant l'ancienne équipe a non seulement déstructuré sa

propre administration, mais n'a rien fait de concret, laissant les affaires de la commune dans un état de déliquescence incroyable. Toutefois, le secrétaire général tenait à rassurer en disant que le travail accompli depuis le mois de novembre a permis de récupérer quelque peu la situation espérant remédier aux nombreuses lacunes en suspens telle l'hygiène de la ville qui demeure au centre de toutes les préoccupations. Il est à noter que la commune de Constantine, concernant l'enlèvement des déchets, accuse un déficit de plus de cent tonnes. Les espaces verts sont aussi un autre défi, puisqu'il est question de plusieurs milliers de mètres carrés à embellir.

Le point noir et qui reste une énigme, a été évoqué par le directeur de l'Action sociale, Abderrahmane Tira qui pose le problème du dispositif «Blanche Algérie», qui profiterait à ses dires aux voyous.

A ce titre, le secrétaire général affirme que c'est une aberration, «nous ne les voyons jamais, mais ils pointent en fin de mois pour percevoir des dus famineux».

N. N.

BOUIRA

Des commerçants protestent...

Plusieurs commerçants activant de part et d'autre de la RN5 à la sortie sud de Bouira, dans le quartier Ouled Bouchia, ont protesté hier après que les éléments de la Gendarmerie nationale les eurent chassés, dès la matinée, leur interdisant toute activité sur les lieux.

Ces jeunes, venus de différentes régions du pays, surtout de l'Algérois et qui activent d'une manière illégale sur les lieux, se sont regroupés aussitôt après le départ des gendarmes pour protester, en fermant la route à la circulation à l'aide de pierres et de pneus qu'ils ont brûlés sur place.

Après cette protestation qui a créé un désordre indescriptible chez les automobilistes qui sont des centaines à emprunter cette route pour rejoindre le chef-lieu de wilaya, les unités antiémeutes de la gendarmerie ont été dépêchées sur les lieux et ont réussi rapidement à chasser ces jeunes contestataires et rouvrir la voie à la circulation. Les protestataires ont

été priés de s'adresser aux responsables de la commune de Bouira et à la direction du commerce afin de leur trouver une solution, un lieu idoine et des registres de commerce pour travailler dans la légalité.

... Et les habitants des 1100 logements réclament une représentation

Plusieurs habitants de la cité 1100 logements de la ville de Bouira, une cité qui date des années 1980 et qui s'est avérée aujourd'hui trop exiguë pour contenir tous ces enfants qui sont aujourd'hui à leur tour des pères de famille, se sont rassemblés hier matin devant le siège de la Wilaya. Ils

demandent au wali de mettre un des leurs au sein de la commission de daïra de distribution de logements afin de défendre les dossiers des habitants de cette cité au niveau de la commission. D'après les protestataires, plusieurs opérations de relogement et autres attributions de logements sociaux ont été faites par le passé mais à chaque fois, les habitants de leur cité qui déposent des dossiers pour postuler à un logement social sont lésés, pour ne pas dire carrément ignorés par les membres des commissions de distribution qui se sont constituées jusque-là. Aussi, hier dans leur requête, ils ne réclament pas des logements, mais juste un représentant pour défendre leurs dossiers au même titre que tous les autres quartiers et cités de la ville de Bouira. Est-ce trop demander ?

Y. Y.

CANCER À AÏN TÉMOUCHENT

Plus de 100 nouveaux cas qui suivent un traitement à l'hôpital

Les médecins spécialistes en oncologie ont indiqué que les causes les plus sérieuses qui contribuent à augmenter le nombre de malades du cancer dans la wilaya de Aïn-Témouchent sont le tabagisme, la sous-alimentation et les différents types de pollution.

Ce qui a fait que le nombre de ce type de malades s'accroît à plus de 103 nouveaux cas qui suivent leur traitement à l'hôpital de Aïn-Témouchent, tandis que plusieurs autres cas suivent leur traitement en dehors de la wilaya, nonobstant les cas qui décèdent quotidiennement du fait qu'ils ont atteint le stade final de la maladie sans s'en rendre compte. Ce qui classe cette maladie silencieuse la plus meurtrière parmi toutes les maladies actuelles.

Ces chiffres ont été communiqués en marge d'un programme de sensibilisation lancé par la Direction de la santé et de la population de la wilaya dans la ville côtière de Béni-Saf, en application des instructions du ministère de tutelle et en coïncidant avec le 1^{er} février, la Journée internationale de la lutte contre le cancer.

Lors de cette journée, plusieurs médecins sont intervenus pour sensibiliser les différentes couches sociales, notamment les enfants scolarisés, particulièrement ceux de l'établissement Inal Sid-Ahmed de Béni-Saf et pour les portes ouvertes aux autres établissements scolaires de proximité rattachés à la même direction. Selon M^{me} Belarbi Nouria «durant une période ne dépassant pas les six mois, la lutte contre le tabagisme (qui est considéré comme la première cause provoquant le cancer) a porté ses fruits, sachant que plus de 50 accros à la cigarette suivent actuellement des traitements dans plus de cinq centres mis à leur disposition.

On procède également à la détection précoce de cas cancéreux d'un plus grand nombre avant que leur maladie ne s'aggrave et se complique, en vue de la maîtriser pour, au moins, réduire le taux de mortalité concernant cette maladie qui est la plus meurtrière dans notre pays et dans le monde».

S. B.